



L'AMERIQUE CENTRALE APRES LE SOMMET DES PRESIDENTS

Une analyse de la situation régionale au lendemain du sommet historique du Salvador.

L'OPPOSITION SURPRISE ET PARALYSEE

L'opposition nicaraguayenne ou : il est plus facile d'attendre l'arrivée des "Marines" que d'avoir un projet politique.

CANAL, CANAL, QUAND TU NOUS TIENS...

Le vieux rêve nicaraguayen d'un canal inter-océanique refait surface: il est devenu projet concret.

DE L'ORDURE ET DE SES USAGES

Dans le droit fil de la relation de style "je t'aime - moi non plus" qu'elle entretient avec sa ville, Raquel Fernandez s'interroge aujourd'hui: à défaut de pouvoir être la capitale du pays, Managua aurait-elle vocation à être capitale de l'ordure ?

EN BREF :

- UNE CHAINE DE TELEVISION POUR LA CAMPAGNE ELECTORALE
 - QUATRIEME CONGRES "DESTIN ET ESPERANCE DE LA TERRE"
-

40 P 11481

L'AMERIQUE CENTRALE APRES LE SOMMET DES PRESIDENTS

par Felipe Jaime

Managua, 16 fév. (ANN). Le sommet des chefs d'Etat centraméricains a mis en évidence deux aspects importants: Daniel Ortega est le seul à y être venu avec une proposition concrète quant à la réconciliation nationale et par ailleurs le conflit salvadorien est devenu le principal problème dans la recherche d'une solution à la crise régionale.

Dès le début de la réunion, des rumeurs circulaient dans les couloirs de l'hôtel "Tesoro Beach", où elle avait lieu, à propos des initiatives que le président Ortega avait dans ses valises: avancer les élections, libérer les gardes somozistes, ouvrir davantage les médias à l'opposition et renouer le dialogue national.

Par ailleurs l'ambiance était chargée de la forte polémique soulevée par l'audacieuse proposition du FMLN, qui offre de respecter le résultat des élections et de négocier son désarmement à la condition que le scrutin soit repoussé de mars à septembre et qu'il se déroule sans fraude et de façon démocratique sous surveillance internationale.

Daniel Ortega, le président le plus assiégé par les quelques trois cents journalistes présents, a, dès l'ouverture du sommet, réitéré sa proposition à José Azcona, le chef de l'Etat hondurien, de passer un accord bilatéral pour procéder au démantèlement des camps de la Contra, au désarmement de ses membres et à leur rapatriement au Nicaragua ou dans des pays tiers. Cet aspect a été finalement le point le plus important des accords présidentiels.

José Napoleon Duarte est arrivé avec pratiquement une mitrailleuse dans le dos, celle de l'armée salvadorienne qui exige qu'il rejette la proposition du FMLN et le menace, par la bouche du ministre de la défense Eugenio Vides Casanova, ni plus ni moins que d'un coup d'Etat si les élections sont repoussées d'un seul jour.

Un examen rapide de la situation politique et militaire du Salvador suffit pour se convaincre qu'elle est devenue le principal obstacle à la paix. La Démocratie chrétienne, au pouvoir depuis huit ans, est entrée en crise comme le montre la scission provoquée récemment par Julio Rey Prendes, ancien secrétaire général du Parti démocrate chrétien et son actuel candidat à la présidence. De son côté, l'Alliance républicaine nationaliste (ARENA), parti d'extrême droite et deuxième force électorale du pays qui a des chances de l'emporter lors des élections présidentielles, est accusée de couvrir en son sein les escadrons de la mort, dont une des plus célèbres victimes est Mrg Romero, évêque de San Salvador assassiné en 1981 par des tueurs aux ordres du major d'Aubuisson.

Sur le plan militaire, les forces armées gouvernementales - 50'000 hommes très bien armés par les Etats-Unis - sont sur la défensive malgré leur énorme pouvoir de mort et leur centaine d'hélicoptères, se contentant de surveiller leurs bases stratégiques et de réaliser de grandes opérations dans certaines zones de conflit.

Le FMLN, fort de 15'000 hommes, si l'on en croit les spécialistes, et de l'appui d'autres types de forces (mili-ces, commandos urbains etc...) a infligé des coups durs à l'armée ces derniers mois, surtout dans la capitale. En fait, le FMLN a porté la guerre dans tous les bastions du gouvernement.

Un incident significatif a eu lieu durant le sommet: à plusieurs reprises, le courant a été coupé dans l'hôtel "Tesoro Beach", qui a dû mettre en marche son groupe électrogène. Une manière pour le FMLN de manifester que la guerre continue tant que J.N. Duarte n'a pas accepté de négocier le conflit par la voie électorale.

On ne peut plus nier qu'au Salvador deux forces s'affrontent, avec chacune sa base sociale et ses territoires contrôlés. Cette guerre a déjà coûté 60'000 victimes. Dans ces conditions, quel futur pour le Salvador et par conséquent, dans une certaine mesure, pour l'Amérique centrale si à court terme aucune solution négociée ne se dégage? Le FMLN a déjà annoncé la couleur: "L'escalade est imminente et va entraîner des pertes humaines et matérielles incalculables", il faut l'éviter à toute force.

C'est pourquoi il est préoccupant que les présidents centraméricains ne soient pas arrivés à un accord concret à propos du conflit salvadorien et n'aient pu que lancer une vague exhortation aux forces irrégulières et aux mouvements insurrectionnels pour qu'ils participent aux élections dans leurs pays respectifs. Ce résultat décevant est dû en partie au fait que J.N. Duarte est un homme malade dont le mandat présidentiel est sur le point de se terminer.

Il convient sans doute de rappeler que si le Nicaragua a pu apparaître comme la pomme de discorde dans la recherche de la paix régionale et bien que dans la déclaration finale du sommet il semble prendre davantage d'engagements que les autres pays, en réalité les mesures annoncées faisaient partie de la proposition que Daniel Ortega apportait à la réunion et s'inscrivent dans le droit fil du processus engagé depuis des mois dans le pays. En effet, il y a quelques semaines, le gouvernement nicaraguayen a appelé toutes les forces à participer à une concertation économique pour affronter la crise provoquée par l'agression. De même, le président Ortega avait annoncé que, selon la constitution, les élections devaient avoir lieu en 1990 et que la loi sur les médias devait être réformée. Il faut se souvenir enfin que le gouvernement a décrété depuis 1985 une amnistie pour les contras qui déposent les armes et que, dans le cadre des accords de Sa-

poá signés en mars 1987 avec la Contra, il avait libéré une centaine de personnes arrêtées pour avoir participé à des actions contre-révolutionnaires.

Il est notoire que le Honduras connaît de son côté de graves problèmes de politique interne. Tout d'abord, divers secteurs sociaux, dont des parlementaires, sont tout à fait las de la présence des contras. Ensuite, la guérilla a repris du poil de la bête et renoué ses activités, allant jusqu'à assassiner le général Gustavo Alvarez, ancien ministre de la défense de sinistre mémoire. Enfin, la crise économique est très forte. Un économiste l'a ainsi définie: "Nous achetons notre nourriture comme si nous vivions à New York, mais nous sommes payés en lempiras (monnaie nationale valant un demi dollar)". En effet, 80 % des produits commercialisés sont importés.

Mais, s'il désire vraiment la paix, le Honduras devra régler un autre problème, en plus du départ de la Contra: celui de la présence des Etats-Unis, dont il devra démanteler les bases militaires maintenus dans le pays depuis 1980.

En ce qui concerne le Guatemala, les atteintes graves aux droits de l'homme n'y ont jamais cessé, bien que les militaires aient quitté le pouvoir. Les escadrons de la mort n'ont pas arrêté leurs activités: rien que durant le mois de janvier 1989, il y a eu 89 assassinats politiques, 31 personnes ont été blessées et 19 enlevées, selon la presse nationale.

Quant'au Costa Rica, qui en d'autres temps disputait à l'Uruguay le titre de "Suisse de l'Amérique", c'est aujourd'hui un pays où, à cause de la profondeur de la crise, ce sont les organismes financiers des Etats-Unis qui décident ouvertement de la politique intérieure et extérieure.

Tel est le panorama qu'offre l'Amérique centrale. On comprendra pourquoi, quoique Washington puisse en dire, la paix ne passe pas par "la démocratisation du Nicaragua". L'obstacle n'est même plus la Contra qui, de fait, a reçu le coup de grâce au Salvador comme force militaire et comme force politique. La paix viendra en Amérique centrale si les Etats-Unis mettent fin à leur intervention, si le conflit salvadorien est réglé et si l'on trouve des solutions à la crise économique régionale. C'est là le seul chemin.

L'OPPOSITION SURPRISE ET PARALYSEE

par Sergio Ferrari

Managua, 17 fév (ANN). Bien que le gouvernement nicaraguayen ait entamé le dialogue avec onze partis politiques avant le voyage de Daniel Ortega au Salvador, le contenu de la proposition sandiniste et son approbation par les présidents centraméricains ont provoqué une double réaction dans l'opposition: tout d'abord la "surprise" face à la décision d'avancer de neuf mois la date des élections (en février 1990 au lieu de novembre), et ensuite la paralysie du fait de la confusion qui règne à droite et qui l'emporte sur le désir de pouvoir.

Trois dirigeants de l'opposition interrogés par l'ANN s'accordent à dire que les résultats du sommet centraméricain sont en faveur du Front sandiniste. Une telle conclusion, de leur part, peut surprendre, quand on sait que le Front "prend le risque" de mettre en jeu son pouvoir, conquis par une guerre de libération longue de plus de vingt ans, qu'il avance la date des élections, qu'il garantit des conditions électorales équitables et une participation équilibrée de l'opposition.

"Pour les Sandinistes en plein effondrement, les résultats du sommet de San Salvador apportent une bouffée d'oxygène", affirme Eduardo Molinasu, député conservateur-démocrate et dirigeant de la seconde force électorale du pays aux élections de 84. Pour Ramón García, du Parti social-chrétien (membre de l'internationale démocrate-chrétienne), "le Front sandiniste triomphe à peu de frais: ce qu'il offre, il aurait de toutes façons été obligé de le céder, et en échange, il obtient l'engagement des pays centraméricains de démanteler et de rapatrier la Résistance nicaraguayenne en 90 jours". Luis Humberto Guzmán, dirigeant du Parti populaire social-chrétien, estime quant à lui que "ce qui arrive à la Contra est inévitable, maintenant qu'il n'y a plus de consensus aux Etats-Unis pour continuer à la soutenir".

Dix jours après la proposition du gouvernement, l'opposition reste sans voix. Etrange passivité quand on sait que, dans la perspective électorale, chaque heure compte, que le FSLN pour sa part commence sa campagne de mobilisation politique avec la manifestation du 21 février prochain (anniversaire de la mort de Sandino), et que si l'opposition, éclatée en vingt groupes, aspire véritablement au pouvoir, il faudrait qu'elle songe à s'unir et à débattre.

"Malgré notre désir de présenter un candidat unique, je ne crois pas que cela sera possible" déclare E. Molina, acceptant comme un fait accompli cet éclatement de l'opposition. "Même nous, les conservateurs, n'avons pas de candidat unique, nous le cherchons encore", reconnaît-il. Comme il nous l'explique, le mouvement conservateur est divisé en deux partis, et deux autres groupes se sont constitués, plus éloignés du parti d'origine. On trou-

ve une situation analogue chez les sociaux-chrétiens et les libéraux: de ces deux familles sont issues de nouvelles branches, qui, au lieu de se gagner une base sociale, se sont partagées celle chichement acquise au temps de l'unité.

"Je ne pense pas que nous puissions gagner les présidentielles, mais nous pouvons aspirer à une victoire aux législatives", affirme Molina, analysant une perspective électorale dans laquelle son parti en s'est pas encore vraiment situé. R. García n'hésite pas à déclarer: "Demain-même, nous pouvons assumer le pouvoir et résoudre la crise économique". Fort de cette affirmation euphorique, il oublie juste un détail: son organisation ne fait aucun travail politique, s'est abstenue aux élections de 84 et, depuis 79, est restée sur la touche.

Au cours d'une conférence de presse, le président Ortega a annoncé que le gouvernement développerait et détaillerait cette semaine la proposition présentée dans ses grandes lignes à San Salvador. Un nouvel appel au dialogue national est envisagé, afin de parvenir à un accord sur un certain nombre de points: la réforme électorale, la relance de la commission de réconciliation nationale - présidée par le cardinal Obando y Bravo, mais avec un profil différent de la précédente -, la réforme législative, entre autres de la loi sur les médias, afin de garantir des conditions équitables face aux élections.

Cette semaine sera précisé également le projet d'amnistie et de remise de peine pour une partie des somozistes détenus, en accord avec la commission inter-américaine des droits de l'homme.

Ces démarches, en plus d'éclaircir le paysage politique, exigeront des réponses claires et concrètes de l'opposition. Les conséquences d'une abstentions auraient, en cette nouvelle étape de la vie politique, un caractère irréversible. L'Amérique centrale, avec Esquipulas IV, a appelé tous ses secteurs d'opposition à rejoindre la lutte politique et y renoncer leur serait fatal.

Une fois de plus, le Nicaragua nage en plein paradoxe. Après avoir demandé pendant des mois de nouvelles élections aux cris de "dehors, le Front !", l'opposition, mise devant les conditions équitables que lui proposent les Sandinistes, se montre surprise, déconcertée, paralysée. Cet état de choc politique peut s'analyser à la lumière de la déroute de la Contra: nombre de partis d'opposition, tout en exigeant des solutions politiques, ont parié pendant ces huit années sur la victoire militaire de la Contra, "suicidant" ainsi leur stratégie politique légale.



Après la rencontre de Sapoá (mars 1988) les contras se donnaient triomphants ... aujourd'hui ils sont divisés et militairement anéanti. (photo ANN)

CANAL, CANAL, QUAND TU NOUS TIENS...

par Ricardo Pino Robles

Managua, 14 fév. (ANN). Le gouvernement nicaraguayen a annoncé récemment la création d'une commission nationale pour étudier la possibilité de construire au Nicaragua un canal qui relierait l'Océan atlantique à l'Océan pacifique pour le trafic des bateaux de fort tonnage. Selon Cesar Delgadillo, membre de la commission et directeur général des ports, c'est la communauté internationale qui devrait se charger de ce projet.

Dans une entrevue accordée à l'ANN, C. Delgadillo a fait valoir que la somme de moyens financiers et matériels, l'utilisation de technologies modernes qu'exigerait la construction de ce canal dépassent largement les moyens que le Nicaragua et même l'ensemble de l'Amérique centrale pourraient rêver d'y investir.

Ce passage ouvrirait le trafic maritime aux bateaux de fort tonnage et de grand gabarit qui ne peuvent utiliser le canal de Panama. En plus de profiter au commerce mondial, cette nouvelle voie inter-océanique aurait des implications d'ordre géopolitique, car elle ne pourrait qu'être l'oeuvre de la communauté internationale. Le ministre des ports a signalé que le Nicaragua n'excluerait aucun pays intéressé par le projet.

Le canal serait construit sur le Rio San Juan, dont le Costa-Rica, pays frontalier, partage la navigation avec le Nicaragua. Le gouvernement nicaraguayen n'envisage pas que cela puisse faire naître de problèmes d'ordre juridique, et réaffirme que le pays est ouvert à toute initiative susceptible de donner réalité à ce que l'on a déjà appelé ici le "rêve national".

Le ministre des finances a fait part de ce projet le 10 février dernier, et a appelé la communauté internationale à y participer: pour le moment, seul le Japon s'est montré intéressé. En mars prochain arrivera au Nicaragua une commission d'experts japonais, composée de scientifiques, d'entrepreneurs et de techniciens, qui commenceront à étudier la viabilité de cette entreprise.

La future voie inter-océanique serait complémentaire du canal de Panama et pourrait intégrer des installations hydro-électriques et d'irrigation, intéressantes pour l'économie du Nicaragua ainsi que pour celle du Costa-Rica s'il s'associait au projet. Pour le moment, seule la presse fait état d'un intérêt du Costa-Rica pour ce canal et de sa demande d'être tenu au courant des études qui vont être entreprises.

La commission nationale nicaraguayenne, composée de C. Delgadillo, du ministre des finances W. Hupper et du vice-ministre des Relations extérieures J.L. Talavera, n'a reçu pour le moment aucune demande officielle du Costa-Rica.

Les observateurs estiment que l'ensemble des pays centraméricains aurait intérêt à s'associer à la construction de ce canal, qui pourrait résoudre de nombreux problèmes économiques dans la région et resserrer les liens entre l'Amérique centrale et le reste du monde. En premier lieu, cela apporterait une solution au problème de l'emploi pour des milliers de chômeurs, grossirait les flux financiers dans la région, favoriserait le commerce intérieur en Amérique centrale et avec la communauté internationale et créerait les conditions d'un essor économique. Ce projet représente donc un des moyens de dépasser la crise et d'assurer le développement de la région.

DE L'ORDURE ET DE SES USAGES

par Raquel Fernández

Managua, fév. (ANN). Généralement, quand une ville se caractérise par sa propreté, sa beauté et son charme, on dit en espagnol que c'est une "tasse d'argent". Par analogie, on pourrait dire de Managua que c'est un baril d'ordures, par sa taille, sa salété et son négligé.

Les ordures accompagnent les gens du matin au soir : elles surgissent au coin des rues, bordent les rares avenues, inondent les canaux de drainage, virevoltent sur les ailes du vent avant de tomber sur la tête de quelque passant, bouchent le réseau d'égoût, tapissent les voies piétonnes et l'asphalte des rues.

Managua offre une orgie de miasmes putrides. Ça sent le chien mort d'un côté, le chou pourri de l'autre et plus loin les eaux usées stagnantes. La transpiration caractéristique de la ville est un mélange d'odeur de cloaque et d'odeur d'étable, avec quelques touches de relent de pots d'échappement. Cette description paraît quelque peu vomitive, et pourtant un gros million de personnes vivent tranquillement dans ce concentré pestilentiel.

QUAND UN PROBLEME EST SI GRAVE, IL CESSE D'EN ETRE UN

Managua secrète des détritiques de mille façons différentes. Les habitants, dans leurs activités quotidiennes, produisent des ordures. Le piéton qui mange une mangue et jette le noyau, convertissant le trottoir en une dangereuse piste de patinage acrobatique, produit des ordures. Celui qui laisse tomber au sol la poche en plastique dans laquelle se vendent les jus de fruits produit des ordures. Mais l'habitant de la capitale qui voudrait déposer ses déchets dans une poubelle ne le peut pas, car il n'y en a pas dans les rues de Managua.

Par ailleurs, la ville elle-même produit des ordures. Les milliers d'arbres qui prétendent protéger Managua de la chaleur, sans y parvenir, sont tout de même en nombre suffisant pour joncher les rues de leurs feuilles en période de mue. Pendant l'hiver (la saison des pluies, de mai à octobre, ndlt) la nature indomptable du site où s'étale la capitale envahit chaque pouce de terrain d'une végétation de jungle qui se transforme en ordures dès qu'il cesse de pleuvoir. Le ciel et la terre semblent avoir décidé que Managua sera une décharge.

Les bennes à ordures qui, tous les deux jours, parcourent presque toutes les rues font ce qu'elles peuvent pour améliorer les choses, mais la municipalité fait la preuve quotidienne de son impuissance à résoudre le problème. Il y faudrait toute une armée travaillant à temps complet et une discipline civique digne des civilisations germaniques pour contenir dans les limites de l'acceptable les déchets naturels ou artificiels.

Mais il ne faut pas trop s'inquiéter. Le Managuaen de souche s'est habitué aux ordures et cohabite avec elles, les considérant d'un voisinage gênant mais inévitable, du moins en attendant que le Nicaragua devienne une superpuissance économique et puisse disposer d'un budget à la taille du problème.

TRAITEMENT ARTISANAL DES ORDURES

Beaucoup de métropoles dans le monde possèdent un système de traitement industriel des déchets, qui sont recyclés et transformés en produits utiles. Dans la capitale de ce pays pauvre, sous-développé, secoué par les tremblements de terre, agressé, bloqué et calomnié, certains types de débris servent de matières premières à plusieurs branches de l'artisanat. Les bouteilles vides qui, pour une raison ou une autre, ne sont pas consignées sont habilement reconverties, par l'eau et le feu, en verres d'usage domestique qui sont même vendus dans les supermarchés. Des mains artisanes recueillent amoureusement les boîtes de conserve et, par d'inimaginables et mystérieuses mutations, les transforment en charmants bibelots ou en lanternes.

Les poches en plastique, qui ailleurs servent à envelopper discrètement les ordures en attendant le passage des camions à poubelles, ont ici des fins plus nobles: elles deviennent fleurs artificielles, qui souvent viennent compléter les bibelots évoqués au paragraphe précédent, ou bien, réunies en bouquet multicolore égayent les bureaux.

Des familles entières vivent d'un travail insolite: à l'aide de puissants maillets, elles extirpent les barres de fer des édifices en ruine qui se dressent encore, en un douteux équilibre, depuis les tremblements de terre. Ces barres deviennent ensuite des meubles de fer forgé, que l'on peut admirer aussi bien dans la maison du péon que dans celle du bourgeois.

Les feuilles sèches qui enveloppent l'épis de maïs cultivé dans nombre de patios se métamorphosent en petits personnages naïfs représentant des scènes quotidiennes de la vie nationale. En somme, n'importe quelle cochonnerie qui, sous d'autres latitudes, aurait la place d'honneur dans la poubelle, est objet à Managua d'une attention amoureuse et artistique qui la mue en ornement, en "souvenir" pour touriste ou en ustensile.

Evidemment, la demande artisanale n'est pas suffisante pour résoudre le problème des déchets. Il faudrait d'autres systèmes plus complexes, mais beaucoup plus coûteux. Quand viendra la paix...

EN BREF :

UNE CHAÎNE DE TELEVISION POUR LA CAMPAGNE ELECTORALE.

Managua, 18 fév. (ANN). La campagne électorale aura, au Nicaragua, sa chaîne de télévision : le canal 2. Les transformations techniques visant à assurer une plus grande capacité de diffusion sont déjà en cours.

"Notre idée est de faire une chaîne pour les programmes politiques, mais aussi culturels et sportifs" a déclaré Ivan García, directeur du système sandiniste de télévision. Bien que la télévision soit effectuée par les mesures économiques, elle sera en mesure d'assurer la production et l'émission des programmes de tous les partis politiques.

I. García a ajouté qu'il serait prématuré de définir l'espace-temps qui sera consacré à l'expression des partis politiques, cet aspect devant être discuté à l'Assemblée nationale, avec la réforme de la loi électorale.

Un temps égal sera accordé à toutes les formations politiques, comme cela a déjà été le cas pour la campagne électorale de 84, fait unique puisque dans tous les autres pays, le temps d'antenne est proportionnel à la représentativité électorale des partis ou à leur capacité financières d'acheter des espaces télévisés.

**QUATRIEME CONGRES "DESTIN ET ESPERANCE
DE LA TERRE"**

Managua, 19 fév. (ANN). Le comité nicaraguayen pour l'organisation du quatrième congrès biennal "Destin et espoir de la terre" a annoncé qu'il se tiendra à Managua du 5 au 9 juin prochain.

Les représentants de groupes et organisations du monde entier analyseront les problèmes du développement, de la protection et de la restauration de l'environnement, de la paix et du désarmement et aborderont plus spécialement les besoins et les aspirations du Tiers Monde. Les objectifs fixés pour ce congrès concernent la définition des concepts de développement, de protection et restauration de la nature, de sécurité globale, ainsi que la définition de lignes d'action pour unir les efforts en vue d'atteindre la paix et un développement associant la justice sociale et la recherche d'un environnement sain. Quelques thèmes plus précis ont été annoncés, comme "Développement, sous-développement et environnement", "Les droits de l'homme et la participation populaire" et "Paix, désarmement et sécurité globale".

Ces rencontres sont organisées par la direction des Ressources naturelles du ministère de la réforme agraire et poursuivent les objectifs définis lors des congrès antérieurs à New York (1982), à Washington (1984), et à Ottawa (1984). La réalisation du quatrième congrès à Managua est, selon les organisateurs, "un effort conscient pour que cette analyse collective se fasse dans un pays du Tiers Monde, qui subit davantage l'exploitation des hommes et des ressources naturelles".

L'agence de presse du Nicaragua, ANN Agencia Nueva Nicaragua, Apartado 435, Managua, Nicaragua. Tel. 505-2-2'32'78. Télex: 375-1018, publie également des bulletins hebdomadaires en allemand. Directeur: Roberto García Boza.

Prix annuel pour particuliers : Ffrs 450.--/Sfrs 135.--
pour comités de solidarité : Ffrs 700.--/Sfrs 250.--
pour institutions : Ffrs 1'000.--/Sfrs 350.--

UN PAIEMENT SEMESTRIEL EST POSSIBLE

Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.

Editeur: Martin Muheim. Rédactrice responsable à Zurich: Alma Noser. ANN Agencia Nueva Nicaragua, case postale 236, CH-8042 Zurich.

JA/PP

8042 Zurich

abonnement-poste

imprimé à taxe réduite